



Crise agricole : investis d'une mission d'utilité publique, les agents de l'OFB ne renonceront pas à leurs opérations de terrain auprès des paysans

Orléans, le 30 janvier 2023

Vendredi 26 janvier 2024, notre établissement a été bousculé jusque dans ses fondements, non par les actions des agriculteurs ou les revendications de la FNSEA, mais par les mots d'un Premier Ministre qui a gravement remis en cause la légitimité de nos missions et nié l'importance des sujets environnementaux. Le gouvernement actuel a sciemment occulté que les missions menées par l'OFB dans le domaine agricole lui sont confiées par la Loi et visent à rendre l'agriculture plus durable. M. Attal s'est bien gardé de dire que nos missions visent à limiter les dégradations de l'eau et de la nature, qui atteignent des niveaux très inquiétants pour la santé publique comme pour la préservation de la biodiversité et de tout ce qu'elle apporte aux humains. Le gouvernement a utilisé notre établissement comme bouc-émissaire, plutôt que de reconnaître sa part de responsabilité dans la situation de détresse, morale et économique, où se trouvent de nombreux agriculteurs. Mais au fond, ce stratagème n'est guère surprenant quand on réalise le peu d'importance accordée aux enjeux écologiques dans les gouvernements successifs de M. Macron. A cet égard, l'attitude de carpette soumise du ministre supposé chargé de l'écologie, le 26 janvier, le décrédibilise complètement, malgré son déplacement le 30 janvier au siège de l'OFB destiné à affirmer son soutien aux agents présents : celui-ci aurait dû s'exprimer devant tous les citoyens le 26 janvier. Et la crédibilité de la planification écologique, prérogative spécifique du premier ministre, se trouve bien compromise.

Nous avons bien noté l'extrême passivité avec laquelle nos ministres de tutelle, M. Béchu et M. Fesneau, ont reçu ces annonces de détricotage des normes, de régressions environnementales et de muselage de l'OFB sur le terrain. Il ne pouvait y avoir de meilleure preuve de leur asservissement à la FNSEA, syndicat tout-puissant qui orchestre l'asphyxie de l'agriculture paysanne depuis des décennies. Cette organisation cautionne et a accompagné le génocide social de l'agriculture (dix fois moins d'exploitations depuis la seconde guerre mondiale), la main d'œuvre étant remplacée par le pétrole (encore bon marché), ce qui est une source de grande fragilité et un risque d'effondrement pour le futur. La même FNSEA, qui avait impunément saccagé le bureau de la ministre Dominique Voynet dans les années 1990, au su de tous, sans être inquiétée le moins du monde ... et qui ne représente au fond les intérêts que des plus gros exploitants agricoles, puisqu'elle pousse à l'intensification mécanique et chimique et finance des contrefeux mensongers aux avancées des connaissances en santé publique, comme elle l'a fait sur les nitrates il y a quelques années. La FNSEA milite pour un modèle d'agriculture qui contribue à empoisonner les producteurs et consommateurs, tout en dégradant irréversiblement l'environnement. Il y a donc de quoi être choqué quand le chef du gouvernement reprend mot-à-mot certaines de ses revendications pour en faire des annonces publiques censées sauver les agriculteurs français !

Nos deux ministres devraient condamner fermement toute action visant à menacer et à intimider nos collègues, ou encore à endommager leurs lieux et outils de travail, comme c'est arrivé dans les locaux de nombreux services départementaux, très récemment souillés et dégradés par la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs. Là encore, la force publique laisse faire et personne ne sera inquiété, tandis qu'on donne

la consigne aux agents concernés de porter plainte pour leur locaux dégradés : belle consolation. De même, les ministres concernés devraient obtenir que la police appréhende les marins-pêcheurs qui ont mis le feu aux locaux de l'OFB à Brest, en avril dernier, en toute impunité, sans aucun soutien à l'établissement du secrétaire d'Etat en charge de la Mer. Ils devraient exiger que les agents de l'OFB soient mieux protégés par les forces de l'ordre et que des poursuites judiciaires soient intentées contre toute personne ou organisation qui se livre à de tels actes. Mais dans un gouvernement qui criminalise les écologistes et les traite d'éco-terroristes, afin d'éviter tout débat intelligent, et qui se montre complaisant vis-à-vis des initiatives réactionnaires, y compris au mépris du sacro-saint maintien de l'ordre public, est-ce encore possible ?

Notre Directeur général, comme tout haut-fonctionnaire « sous contrôle », s'est contenté d'acquiescer et de nous demander, suite aux annonces ministérielles de « *ne pas ignorer le ressenti du monde agricole* » et de « *faire baisser la pression* ». Mais le communiqué de presse factuel qu'il a préparé ne sortira pas, faute d'autorisation du gouvernement, alors qu'il serait nécessaire de contrer les mensonges qui circulent ou simplement d'informer les médias, sur les points suivants :

- les opérations de curage de cours d'eau de petite envergure échappent déjà au régime de déclaration ; et par ailleurs, elle n'auront aucun effet atténuateur des crues de fréquence cinquantennale ou plus, quand les sols sont saturés d'eau : inutilité complète et ignorance des données techniques élémentaires. Par contre, dégâts environnementaux et gâchis d'argent public garantis....
- Le rythme de disparition des haies est dramatique (plus de 20 000 km par an depuis 2017) et continue d'accélérer.
- La couverture des contrôles de l'OFB est minime : moins de 1% chaque année des 400 000 exploitations agricoles. Seuls 15% des contrôles effectués dans des exploitations agricoles révèlent des infractions, donc l'immense majorité des agriculteurs respectent les normes.
- L'armement des inspecteurs de l'environnement correspond à un besoin de prévention et de protection, tout en symbolisant l'importance de la police spéciale qui est consacrée à l'environnement. C'est bien pour diminuer cette importance que certaines organisations demandent le désarmement depuis plus de 10 ans.

Nous demandons donc que soit diffusé un communiqué de presse sur l'OFB, malgré le veto gouvernemental, et qu'il réaffirme clairement que notre établissement, comme les services ou autres établissements des ministères de l'écologie et de l'agriculture (DDT-M, DREAL, Agences de l'Eau, etc.), exerce des missions d'intérêt général et constitue un maillon essentiel dans la transition vers un modèle agricole soutenable pour les écosystèmes et les populations humaines.

Les agriculteurs sont des citoyens comme les autres et doivent respecter les lois de la République, ni plus, ni moins que les militants écologistes. Nous savons que la plupart d'entre eux sont des gens raisonnables, respectueux des lois et conscients de l'utilité de l'OFB. Ils reconnaissent la nécessité d'évoluer vers des pratiques libérées de l'emprise des producteurs d'engrais chimiques, de pesticides et de semences industrielles. Ils veulent échapper à la loi des centrales d'achat et des agro-industriels qui tirent les prix et empochent la plus-value. Ils savent aussi qu'ils doivent s'adapter à un usage plus parcimonieux des ressources en eau, travailler davantage avec les écosystèmes (cours d'eau, zones humides, prairies, haies, ...) et non contre eux. Sauf une frange ultra-productiviste, qui tiennent depuis des décennies les manettes de la FNSEA et exploitent la misère d'agriculteurs qu'ils ne défendent et ne représentent que sur le papier.

Certains tentent aujourd'hui d'opposer l'agriculture à l'écologie, les exploitants aux services de l'Etat, à des fins électoralistes et pour protéger le système agro-industriel mis en place dans les années 1960. Vous pouvez compter sur vos représentants CGT-Environnement, en lien avec les autres OS représentatives à l'OFB et au sein du Ministère de la transition écologique, pour vous aider à dépasser cette crise et à défendre vos missions et la sécurité de chaque agent lors des contrôles et des opérations de terrain.